L'évolution récente de l'économie canadienne : une perspective régionale

David Amirault, Bureau régional des provinces de l'Atlantique, et Louis-Robert Lafleur, Bureau régional du Québec

- *L'analyse économique régionale est l'une des nombreuses sources d'information sur la conjoncture dont dispose une banque centrale pour mener à bien sa politique monétaire, dont la portée est, par nature, nationale. Depuis 1997, les nouveaux bureaux régionaux de la Banque du Canada suivent l'évolution de l'économie à l'échelon régional. Ces bureaux ont permis à la Banque de communiquer plus efficacement avec le grand public et de recueillir des informations de meilleure qualité à propos des conditions économiques.*
- *Afin de se renseigner rapidement sur des sujets d'actualité et sur les effets des chocs économiques, la Banque réalise des enquêtes trimestrielles et rencontre des représentants des entreprises. Selon les résultats d'une enquête menée auprès d'associations industrielles durant l'été 2000, l'économie est toujours vigoureuse et des pressions accrues pourraient s'exercer sur la capacité de production.*
- *La tenue récente de l'économie respective des cinq régions du pays, à savoir les provinces de l'Atlantique, le Québec, l'Ontario, les Prairies et la Colombie-Britannique, a été déterminée par les effets variés que la crise asiatique a eus sur elle. Cette crise étant aujourd'hui résorbée, toutes les régions jouissent de conditions relativement favorables, qui se traduisent par une expansion soutenue de l'économie nationale.*

Le présent article expose les activités des bureaux régionaux de la Banque et explique comment les analyses économiques régionales s'intègrent au processus décisionnel de l'institution. La première partie montre de quelle façon les bureaux régionaux obtiennent les informations et les incorporent dans le cadre analytique de la Banque. La seconde passe en revue l'évolution récente de la conjoncture et brosse un tableau des perspectives de croissance de l'économie canadienne dans une optique régionale.

Enquêtes économiques régionales

Comme la politique monétaire agit sur l'inflation avec un certain décalage, et compte tenu de l'incertitude qui entoure les estimations de l'écart de production (c'est-à-dire la différence entre le niveau observé de la demande et le potentiel de production non observé de l'économie), la Banque du Canada a mis en lumière, dans des livraisons récentes du *Rapport sur la politique monétaire*, le fait que l'orientation de sa politique est de plus en plus tributaire des nouvelles mesures visant à évaluer les pressions qui s'exercent sur l'inflation[1]. Depuis quelques années, la Banque accorde une

1. La Note technique 4 du *Rapport sur la politique monétaire* de mai 1999 traite de l'incertitude liée à la mesure de l'écart de production. Pour en savoir plus sur le suivi des pressions inflationnistes, consulter la Note technique 4 de la livraison de novembre 1999 du *Rapport sur la politique monétaire.*

Les auteurs tiennent à remercier Allan Paquet, Mark Illing et Anne Gillan, du Bureau régional des provinces de l'Atlantique, Jane Pinto, du Bureau régional de l'Ontario, ainsi que Debbie Dandy et Anne Sung, du siège de la Banque, à Ottawa, pour leur précieuse collaboration en matière de recherches.

attention accrue aux données issues des enquêtes ainsi qu'à d'autres informations non officielles[2].

Depuis quelques années, la Banque accorde une attention accrue aux données issues des enquêtes ainsi qu'à d'autres informations non officielles.

Les autres banques centrales ont aussi largement recours à des enquêtes sur le climat économique dans le cadre de leur processus décisionnel. Aux États-Unis, les banques de la Réserve fédérale publient à tour de rôle le livre beige, un rapport qui renferme des informations sur la conjoncture économique de chacun des districts de la Réserve fédérale. Ces renseignements, qui proviennent de sources diverses, sont recueillis notamment au moyen d'études et d'entrevues réalisées auprès de représentants clés du milieu des affaires, d'économistes et d'experts du marché. La Banque d'Angleterre publie un document intitulé *Agents' Summary of Business Conditions*, qui résume les rapports mensuels préparés par les agents régionaux de l'institution au terme de discussions avec les représentants d'environ 1 700 entreprises. La Banque du Japon diffuse pour sa part les résultats de l'enquête Tankan, une enquête trimestrielle sur les conditions économiques du pays réalisée auprès de quelque 10 000 entreprises du secteur privé. À la Banque du Canada, les enquêtes sur la situation de l'économie sont menées par les bureaux régionaux de l'institution.

Les bureaux régionaux de la Banque du Canada

La Banque du Canada a toujours été très présente dans les diverses régions du pays. Encore récemment, cette présence était assurée par neuf agences réparties dans les grandes villes. Les agences avaient principalement pour mandat de distribuer les billets de banque et de fournir des services relatifs aux obligations ainsi que des services bancaires aux institutions financières et au gouvernement fédéral. La Banque a aussi tenu des bureaux à Montréal, à Toronto et à Vancouver, et, pendant un certain temps, à Calgary et à Edmonton. Leur fonction consistait à surveiller les marchés financiers et à effectuer des opérations d'open market, tandis que le département des Recherches de la Banque se chargeait de suivre l'évolution économique régionale depuis le siège, à Ottawa. De plus, le personnel du siège visitait régulièrement des entreprises dans le but de recueillir des renseignements sur des sujets particuliers, par exemple les projets d'investissement ou les pressions s'exerçant sur les salaires et les prix, et de prendre le pouls de l'économie dans l'optique des travaux de recherche en cours. Enfin, le personnel de la Banque obtenait directement des institutions financières les informations pouvant l'aider à comprendre les variations des agrégats de la monnaie et du crédit.

La transformation des besoins de la Banque, au fil des ans, s'est répercutée sur la nature de sa présence à l'échelon régional. L'apparition des nouvelles technologies pour la prestation de services financiers a considérablement réduit la nécessité de maintenir des agences dans l'ensemble du Canada. Parallèlement, la Banque a vu augmenter ses besoins en analyses économiques régionales, et son aspiration à devenir une organisation plus ouverte et plus transparente a accentué l'importance de ses communications publiques.

En 1996, après s'être soigneusement penchée sur les façons les plus efficientes de fournir ses services financiers, la Banque a fermé presque toutes ses agences. Elle n'a conservé que deux grands centres de distribution des billets de banque : l'un à Verdun, au Québec, et l'autre à Mississauga, en Ontario. Parallèlement, elle a décidé d'ouvrir deux nouveaux bureaux régionaux et d'élargir le champ d'action de ses bureaux de Montréal, de Toronto et de Vancouver, en leur confiant le mandat de se concentrer sur les activités de liaison et d'analyse économique et de superviser et d'appuyer les services financiers offerts en partenariat avec le secteur privé[3]. Par l'intermédiaire de ces bureaux, la Banque vise à resserrer ses liens avec les entreprises, les administrations publiques, les établissements d'enseignement, les associations et le public. Elle compte un bureau régional dans chacune des cinq régions suivantes : les provinces

2. Parmi les autres sujets étudiés par les bureaux régionaux dans le cadre des enquêtes et des entrevues, mentionnons à titre d'exemple les effets de la restructuration sur l'économie canadienne, dont l'analyse est résumée dans l'article de Kwan (2000).

3. Pour de plus amples renseignements à propos de la fermeture des agences de la Banque et de l'ouverture des bureaux régionaux, voir les communiqués du 17 juillet 1996 et du 23 avril 1997 de la Banque du Canada.

de l'Atlantique (Halifax); le Québec (Montréal); l'Ontario (Toronto); les Prairies, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut (Calgary); la Colombie-Britannique et le Yukon (Vancouver).

[Les enquêtes régionales fournissent] une évaluation indépendante des perspectives de croissance nationales à partir des données régionales. Cette évaluation permet de vérifier, par recoupement, les projections établies par le personnel à partir de modèles.

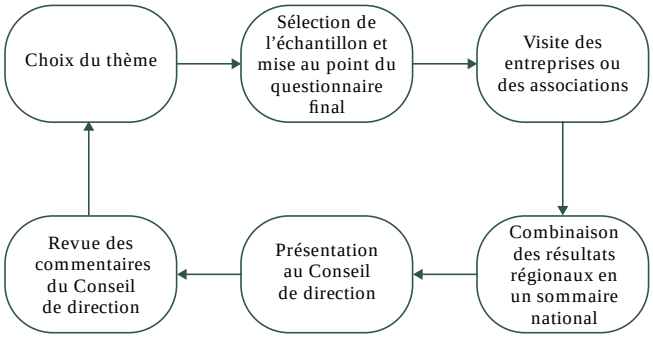
Dans chaque bureau régional, une équipe relevant directement du département des Recherches, au siège, et formée de deux économistes et d'employés de soutien administratif s'acquitte des fonctions de liaison et d'analyse économique pour la région visée. Les membres de l'équipe doivent notamment entretenir des relations avec des groupements d'entreprises, des universités et d'autres établissements d'enseignement, participer à des réunions et à des congrès du milieu des affaires et rencontrer des représentants d'entreprises, des analystes et des fonctionnaires. Ces activités aident la Banque à comprendre la situation de la région et à expliquer l'orientation de la politique monétaire. En outre, les bureaux régionaux suivent l'évolution de l'économie régionale ainsi que les tendances relatives aux cours des produits de base. Ils utilisent comme méthode de travail les enquêtes antérieures du département des Recherches, qui ont été perfectionnées de manière à fournir une évaluation indépendante des perspectives de croissance nationales à partir des données régionales. Cette évaluation permet de vérifier, par recoupement, les projections établies par le personnel à partir de modèles[4].

La collecte et la communication des renseignements régionaux

Les projets d'analyse conjoncturelle, tels que les enquêtes, sont réalisés conjointement par les cinq bureaux régionaux. Ces derniers mènent chaque année quatre enquêtes régionales, qui coïncident avec le dépôt des projections économiques trimestrielles de la Banque. Trois des enquêtes sont réalisées directement auprès des entreprises, tandis que la quatrième vise les associations industrielles. La Figure 1 illustre le cycle d'une enquête type.

Figure 1

Cycle de l'enquête



Les enquêtes de la Banque du Canada sont conçues pour cerner les tendances fondamentales de l'économie, à partir de diverses informations quantitatives et qualitatives recueillies durant les entrevues. Les enquêtes de la Banque ne sont pas aussi exhaustives que celles de Statistique Canada ou du Conference Board du Canada. Elles sont en revanche actuelles, tournées vers l'avenir et centrées sur des sujets pertinents au regard de la politique monétaire. En outre, les représentants des bureaux régionaux rencontrent directement les participants afin de s'assurer de la qualité des renseignements recueillis.

La sélection de l'échantillion d'entreprises et d'associations à sonder est assez simple. Les visites englobent chaque fois une centaine d'entreprises, ou environ 70 associations, selon le groupe ciblé. L'échantillon est constitué en fonction de la répartition du produit intérieur brut du Canada. Chaque bureau sélectionne des entreprises qui semblent représenter un baromètre fidèle des conditions économiques de la région, en veillant à ce que les petites, les moyennes et les grandes entreprises soient adéquatement représentées au sein de l'échantillon.

Le questionnaire de l'enquête permet la comparaison dans le temps de résultats quantitatifs. Les questions portent notamment sur les ventes passées et futures des entreprises au Canada, sur les perspectives en matière de stocks, d'investissements, d'emploi, de

4. Le rôle de ces projections est expliqué dans l'article de Poloz et coll. (1994).

coûts de main-d'œuvre et de prix ainsi que sur les anticipations d'inflation. On a récemment ajouté des questions concernant les contraintes de capacité et l'aptitude de l'entreprise à répondre à une demande imprévue, afin de déterminer si les pressions qui s'exercent sur la capacité sont stables ou si, au contraire, elles s'inten-sifient. Chaque enquête comporte également des questions supplémentaires sur des sujets présentant un intérêt particulier pour la Banque et qui incitent les répondants à se prononcer sur la politique monétaire ou sur d'autres sujets qui les préoccupent. Récemment, des questions supplémentaires ont servi à approfondir les effets de la dépréciation du dollar canadien sur les prix de vente, la façon dont les entreprises composent avec l'escalade des prix du pétrole ainsi que l'essor du commerce électronique et son incidence sur la maîtrise des coûts.

L'enquête est parfois réalisée par téléphone, mais les employés des bureaux régionaux s'efforcent de rencontrer en personne le plus de répondants possible. Ils se déplacent régulièrement à l'extérieur des grands centres. La Banque privilégie les rencontres en personne, car elles favorisent des discussions sur un plus large éventail de sujets et lui permettent de mieux comprendre le mode de fonctionnement des entreprises. Les réponses fournies dans les questionnaires sont traitées avec soin et demeurent strictement confidentielles.

Les résultats des cinq enquêtes régionales sont combinés en un aperçu national. Les réponses sont compilées de manière à fournir une indication de la vigueur prévue de l'économie au cours des trimestres à venir. Pour la plupart des réponses, les résultats sont présentés sous la forme d'un bilan non pondéré des opinions, c'est-à-dire la différence, d'une part, entre le pourcentage d'entreprises ou d'associations qui s'attendent à ce qu'une variable économique donnée soit plus élevée ou augmente plus rapidement que l'année précédente et, d'autre part, le pourcentage de celles qui prévoient que la variable sera moins élevée ou progressera moins rapidement. Le bilan des opinions peut varier de + 100 à – 100. Un bilan nettement positif permet de croire que les répondants au sondage s'attendent à une accélération du taux de croissance par rapport à la période précédente. Certaines des questions de l'enquête visent à cerner les tendances fondamentales ou à mesurer l'ampleur d'un problème grandissant au sein de l'économie.

Une enquête de ce type comporte forcément des limites. L'échantillon étant restreint, les résultats s'accompagnent d'importants intervalles de confiance. Le choix des entreprises ne se fait pas complètement au hasard; comme la participation à l'enquête est volontaire, les firmes qui éprouvent des difficultés peuvent se montrer moins enclines à y prendre part. La mesure du rythme d'expansion de l'économie peut aussi, en soi, être trompeuse. Par exemple, un bilan positif non pondéré des opinions, établi principalement sur la foi des réponses des petites entreprises, risque de donner une indication erronée si les grandes entreprises s'attendent au contraire à un ralentissement. Il faut donc savoir interpréter les données avec discernement. Afin de s'accorder sur le sens à donner aux résultats de l'enquête, les bureaux régionaux complètent leurs analyses par des informations recueillies auprès de leur réseau de relations ou dans le cadre d'activités de liaison externe.

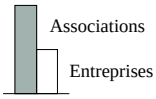
Les résultats de l'enquête sont présentés au Conseil de direction de la Banque à peu près en même temps que les projections économiques trimestrielles établies par le personnel. À la lumière des données régionales, l'enquête fait état des anticipations relatives aux principales variables de l'économie nationale pour les douze prochains mois. Ces anticipations peuvent être comparées avec les projections économiques établies par le personnel au moyen d'un modèle macroéconomique structurel (le Modèle trimestriel de prévision, ou MTP) et ajustées en fonction du jugement des analystes et des prévisions fondées sur les agrégats monétaires. Tout écart notable entre les projections issues de ces deux sources entraîne une analyse plus approfondie. Actuellement, les représentants de la Banque qui visitent les entreprises ou les associations sont à l'affût de signes susceptibles de révéler une intensification des pressions qui s'exercent sur la capacité de production, ou encore d'indications selon lesquelles la capacité s'accroît plus rapidement que ce que les mesures habituelles ou les statistiques officielles laissent supposer. Les préoccupations soulevées par les cadres supérieurs, au moment de la présentation des résultats, donnent souvent lieu à des questions supplémentaires dans l'enquête suivante.

Les points saillants de l'enquête de l'été 2000 auprès des associations

Les Graphiques 1 et 2 présentent les résultats des cinq dernières enquêtes en ce qui concerne six grandes variables économiques. Les réponses des associations sont présentées avec celles des entreprises, bien que les résultats obtenus dans les deux cas ne soient pas

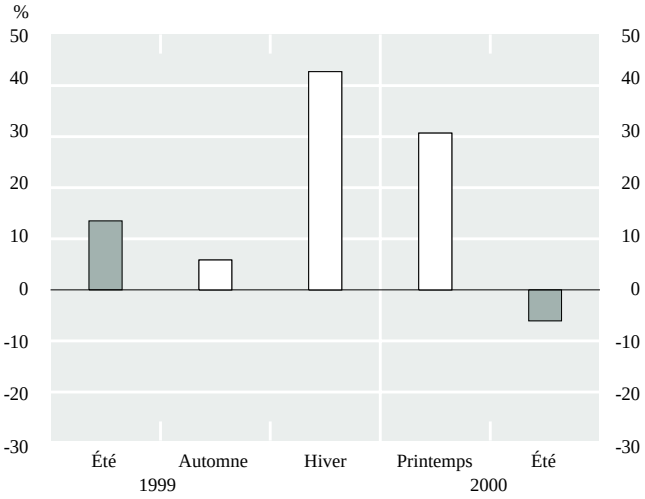
Graphique 1

Bilan des opinions concernant quelques variables économiques[1]



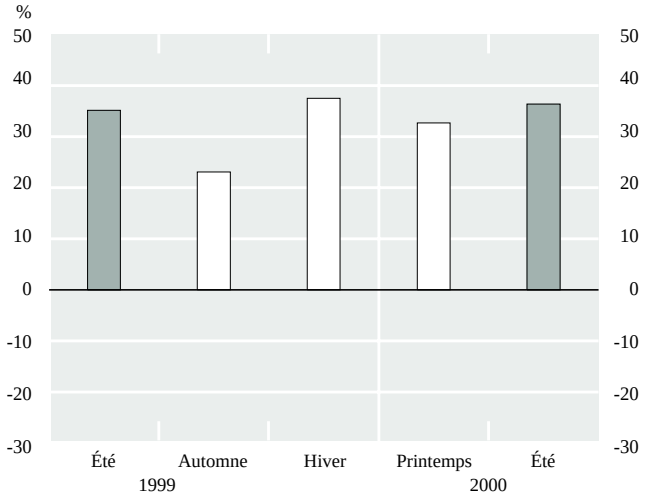
Croissance future des ventes

Au cours des douze prochains mois, vos ventes (corrigées des variations de prix) devraient augmenter à un taux plus élevé / moins élevé / identique ou diminuer?



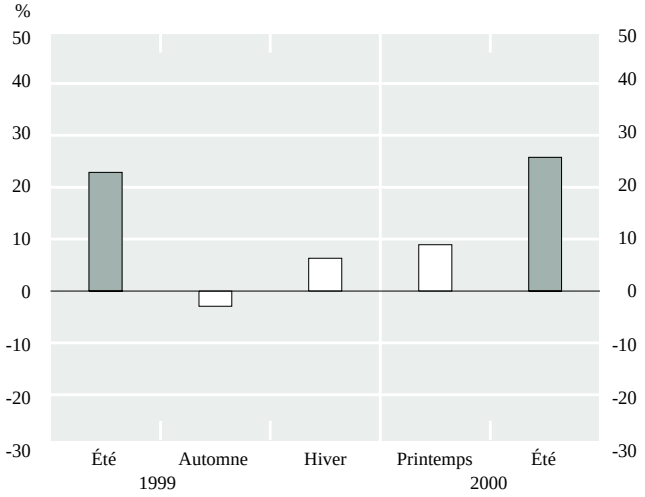
Niveau futur de l'emploi

Au cours des douze prochains mois, le niveau de l'emploi sera plus élevé, moins élevé ou stable?



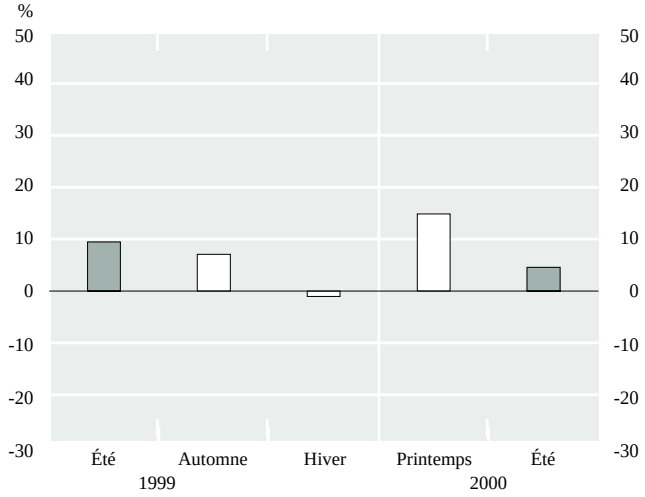
Prix futurs des intrants

Au cours des douze prochains mois, les prix des produits ou services **achetés** devraient augmenter à un taux plus élevé / moins élevé / identique ou diminuer?



Prix futurs des extrants

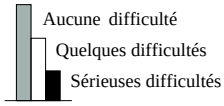
Au cours des douze prochains mois, les prix des produits ou services **vendus** devraient augmenter à un taux plus élevé / moins élevé / identique ou diminuer?



1. Pourcentage des entreprises anticipant une hausse diminué du pourcentage de celles qui s'attendent à une baisse ou à un ralentissement. Les résultats des enquêtes menées auprès des associations industrielles (colonnes ombrées) ne sont pas strictement comparables aux résultats des sondages auprès des entreprises.

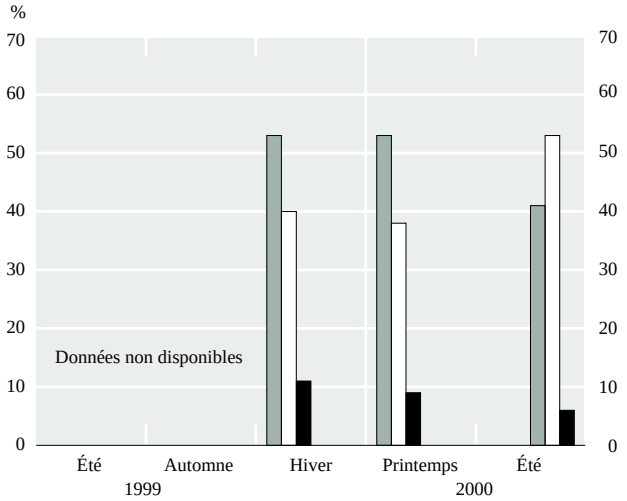
Graphique 2

Aptitude de l'entreprise à répondre à une demande imprévue



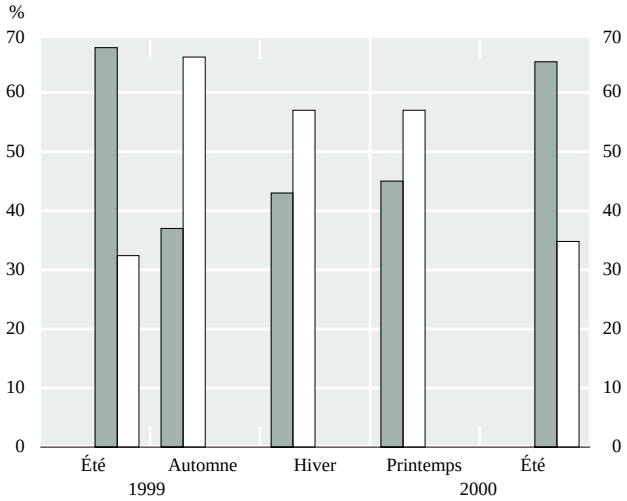
Contraintes de capacité

Indiquer la capacité actuelle de votre entreprise à répondre à une augmentation inattendue de la demande ou des ventes (aucune difficulté / quelques difficultés / sérieuses difficultés)



Pénuries de main-d'œuvre

Votre entreprise fait-elle face à une pénurie de main-d'œuvre spécialisée qui limiterait votre capacité à répondre à la demande (oui / non)?



nécessairement comparables. La dernière enquête auprès des associations a eu lieu en juin 2000. Les bureaux régionaux ont communiqué avec 66 associations à l'échelle du pays (23 associations nationales et 43 provinciales ou régionales). Voici les principaux résultats de l'enquête de juin :

- La croissance de l'économie canadienne devrait rester vigoureuse au cours des douze prochains mois, mais elle ralentira quelque peu en raison de conditions moins propices à une accélération de l'activité.
- Les perspectives de croissance de l'emploi demeureront favorables dans toutes les régions, contribuant ainsi à une progression plus marquée des salaires. Les répondants s'attendent toutefois à des augmentations modérées, qui seront pour la plupart accompagnées de gains de productivité.
- Le prix des intrants devrait s'accroître davantage que l'année précédente, à cause surtout de la hausse des coûts reliés à l'énergie. Les autres coûts resteront maîtrisés.
- Le prix des extrants ne devrait pas s'accélérer autant que celui des intrants compte tenu des gains de productivité, de la concurrence toujours très vive et de la résistance des consommateurs à la hausse des prix. Les attentes en matière d'inflation sont solidement arrimées aux objectifs visés : 89 % des répondants prévoient que l'inflation, au cours des deux prochaines années, restera à l'intérieur de la fourchette de 1 à 3 % visée par la Banque du Canada.
- De plus en plus de signes indiquent que les entreprises sont aux prises avec des contraintes de capacité. Si la plupart des firmes arrivent toujours à surmonter ces difficultés, quelques secteurs font face à des contraintes considérables.
- Les tensions exercées sur la capacité de production résultent principalement de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Au cours de la dernière année, cette pénurie s'est propagée de manière constante à un nombre croissant de domaines de compétence. Pour venir à bout de ce problème grandissant, les entreprises et les associations se sont efforcées de

conclure des partenariats novateurs avec les écoles et les universités. Ces observations semblent contredire les résultats d'une enquête récente, qui laissent entendre que la pénurie de main-d'oeuvre qualifiée n'est pas une préoccupation majeure parmi les entreprises canadiennes. Néanmoins, les enquêtes de la Banque du Canada indiquent clairement que la difficulté de recruter des travailleurs qualifiés s'intensifie.

Tendances récentes des économies régionales

Les enquêtes trimestrielles représentent la méthode formelle de recueillir des renseignements. Toutefois, les bureaux régionaux consultent aussi un large éventail de personnes-ressources dans les entreprises et les administrations publiques pour être mieux en mesure de surveiller les événements qui surviennent dans les économies régionales et d'interpréter les tendances qui se dégagent des données régionales. Les résultats des enquêtes trimestrielles et les renseignements obtenus au moyen des activités de liaison, combinés aux statistiques officielles et aux informations découlant des enquêtes de Statistique Canada, du Conference Board du Canada et d'autres sources, permettent de jauger la situation des économies régionales et les perspectives à court terme.

Les écarts entre les résultats économiques des cinq régions du Canada, depuis 1997, tiennent principalement à la crise financière asiatique et aux effets contrastés que celle-ci a eus.

Bien qu'elles suivent généralement le cycle de la conjoncture nationale, les économies régionales possèdent une structure industrielle, des secteurs vitaux et des partenaires commerciaux qui leur sont propres. Les chocs économiques ont donc des effets différents selon les régions de sorte que, à tout moment, des cycles régionaux se trouvent déphasés par rapport à la tendance nationale. La Banque considère que l'examen de la situation de chaque région lui permet d'être mieux au fait de la tenue de l'économie nationale, voire de déceler les signes avant-coureurs de renversements au sein du cycle économique. Les écarts entre les résultats économiques des cinq régions du Canada, depuis 1997, tiennent principalement à la crise financière asiatique et aux effets contrastés que celle-ci a eus[5]. À la faveur d'une reprise dans la plupart des pays d'Asie, en 1999 et 2000, l'activité économique régionale s'est rapprochée de la moyenne nationale, et l'expansion globale s'est accélérée. Voici un aperçu de l'évolution économique des cinq régions du Canada depuis la crise asiatique, articulé autour des principales composantes de la demande globale.

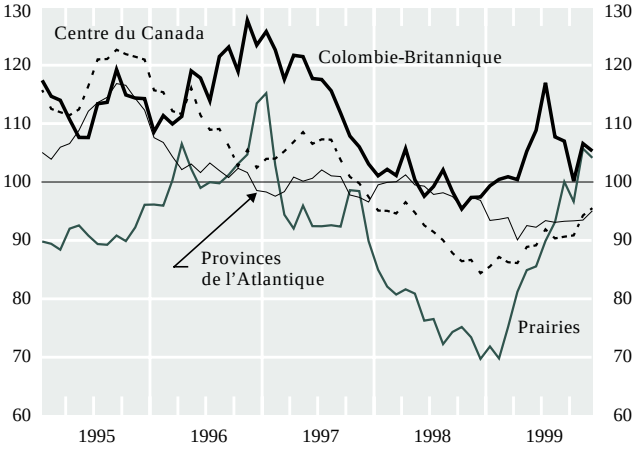
La demande extérieure

Au sortir du plus fort de la crise asiatique, l'indice des prix des produits de base (IPPB) de la Banque du Canada accusait un recul de 29 % par rapport au sommet enregistré en janvier 1997[6]. Cette baisse n'a pas été répartie uniformément dans les cinq régions du Canada (Graphique 3). Après une progression en 1995 et 1996, les indices se rapportant à la Colombie-Britannique et aux Prairies ont chuté de 22 et 39 % respectivement par suite de la dégringolade des cours de produits de base tels que le pétrole brut, le gaz naturel, le bois d'œuvre, la pâte, les grains et les oléagineux, le porc et certains métaux communs.

Graphique 3

Prix réels des produits de base

1986 = 100



Source : Banque du Canada

5. La Note technique 3 du *Rapport sur la politique monétaire* de mai 1998 traite de la crise asiatique et de ses effets.

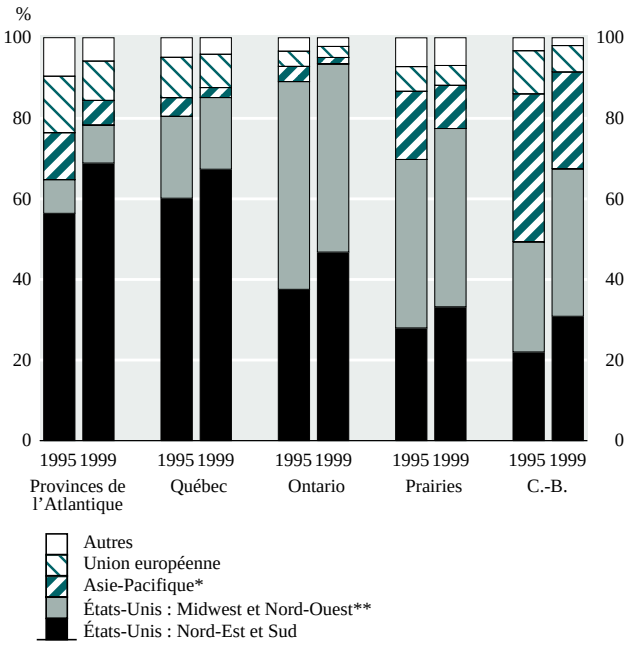
6. Pour une analyse complète des variations de l'IPPB durant la crise asiatique, voir Novin et Stuber (1999).

L'indice a fléchi de 15 et 21 % respectivement au Québec et en Ontario, où le recul est attribuable principalement à la faiblesse des cours des produits forestiers ainsi que de l'aluminium et des autres métaux communs. L'IPPB des provinces de l'Atlantique a été le moins touché, ne se repliant que de 1,4 %, à la faveur d'un renchérissement du poisson, du homard et des pommes de terre, lequel a largement contre-balancé la baisse des prix de la pâte, du minerai de fer et du zinc.

Il convient de mentionner, outre l'affaiblissement des cours des produits de base, que le volume des exportations s'est ressenti de la contraction de la demande directe de produits canadiens de la part des pays asiatiques. À ce chapitre également, la Colombie-Britannique et les provinces des Prairies ont été les plus touchées par le déclin de l'activité. En 1997, les deux régions étaient tributaires des pays d'Asie pour une part relativement élevée de leurs exportations, soit 34 et 13 % respectivement (Graphique 4) — alors que, dans les provinces du centre du Canada, les exportations vers cette région du globe représentaient moins de 4 % du volume total des exportations. Il est à noter qu'aux États-Unis, ce sont aussi les États de l'Ouest qui ont été les plus durement atteints par les effets de la crise asiatique (Coughlin et Pollard, 2000, p. 3-13).

Graphique 4

Exportations des régions selon la destination



Source : Industrie Canada
* À l'exception des Amériques
** Comprend les îles mineures éloignées des États-Unis.

Au terme de la première année complète suivant la crise, en 1999, le profil régional des échanges commerciaux s'était transformé. Résultat de la faiblesse continue des économies asiatiques et de l'atonie relative des autres marchés mondiaux, en regard de l'effervescence de l'activité aux États-Unis, une proportion accrue des biens produits au Canada a trouvé des débouchés chez notre principal partenaire commercial. Les États du Nord-Est et du Sud, en particulier, comptent pour une part plus grande du volume des exportations des cinq régions canadiennes. L'Est du Canada, dont les liens commerciaux avec le Nord-Est et le centre des États-Unis étaient déjà intenses, n'est pas seulement la région qui a été le moins touchée par les effets directs de la crise asiatique; elle était aussi la mieux placée pour tirer parti de la vigueur de la demande chez nos voisins du sud, en particulier dans les secteurs des produits automobiles, du transport et du matériel de télécommunication.

Les dépenses d'investissement

De 1992 à 1998, les dépenses d'investissement ont été la composante de la demande ayant affiché la plus forte croissance dans toutes les provinces, sauf en Colombie-Britannique (Tableau 1). Cette tendance a été particulièrement marquée dans les provinces des Prairies et de l'Atlantique. Ces dernières années, les deux régions ont profité des sommes investies par les entreprises du secteur énergétique dans la réalisation de grands projets (les travaux de mise en valeur du gisement de gaz naturel de l'île de Sable et du champ pétrolifère Terra-Nova par exemple) et la construction des infrastructures de transport connexes (comme celle du pipeline de la société Alliance). En Colombie-Britannique, les investissements ont été freinés par la faiblesse persistante des secteurs minier et forestier et par le net ralentissement des entrées de capitaux depuis Hong Kong, dans la perspective d'une rétrocession sans heurts du territoire à la Chine, le 1er juillet 1997.

La construction non résidentielle a repris au Québec et en Ontario. L'activité avait stagné depuis le début de la relance de l'économie, en 1992 (Graphique 5), en raison notamment de la surconstruction d'immeubles de bureaux à la fin des années 1980. Le taux d'inoccupation des bureaux a chuté considérablement dans les grandes villes du Canada au cours des trois dernières années. Le taux national d'inoccupation des bureaux

Tableau 1

Croissance économique régionale par composante

	Augmentation totale de 1992 à 1998 (en pourcentage)					
	Provinces de l'Atlantique	Québec	Ontario	Prairies	Colombie-Britannique	Canada
Consommation	12,6	16,7	17,7	19,6	20,1	17,7
Investissements	62,6	26,4	48,3	95,1	14,9	47,5
Dépenses publiques	-5,3	-3,0	0,2	-4,4	3,6	-1,5
Exportations	36,5	46,0	61,0	39,9	19,6	48,4
Importations[a]	30,7	37,4	52,4	40,7	26,4	42,0
PIB total	11,3	15,7	22,8	26,5	14,2	20,0
Population	-0,2	3,0	7,7	6,6	15,3	6,6
PIB total par habitant	11,5	12,3	14,0	18,7	-0,9	12,5
	Contribution à la croissance du PIB[b]					
Consommation	8,5	10,1	10,0	11,2	12,7	10,4
Investissements	8,2	3,7	6,3	15,0	2,9	6,9
Dépenses publiques	-2,0	-0,9	0,1	-1,2	0,9	-0,4
Exportations	14,9	18,9	31,2	19,8	7,5	22,4
Importations[a]	-18,4	-16,4	-24,0	-19,5	-11,9	-19,6
PIB total	11,3	15,7	22,8	26,5	14,2	20,0

a. Les importations sont déduites du PIB total.

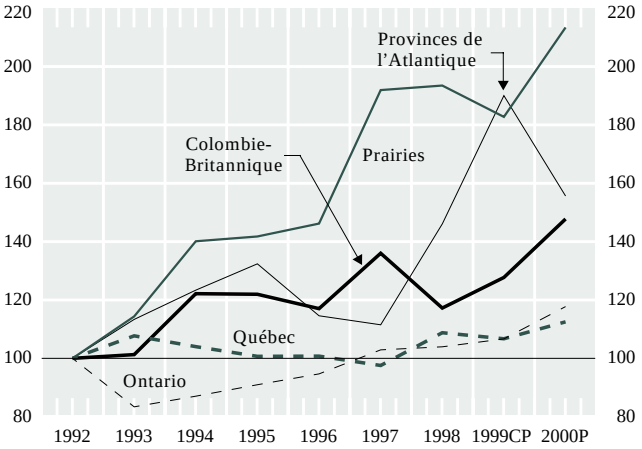
b. Les chiffres ayant été arrondis, les totaux n'équivalent pas nécessairement à la somme de ces derniers.

Source : Statistique Canada

Graphique 5

Dépenses d'investissement, construction non résidentielle

1992 = 100



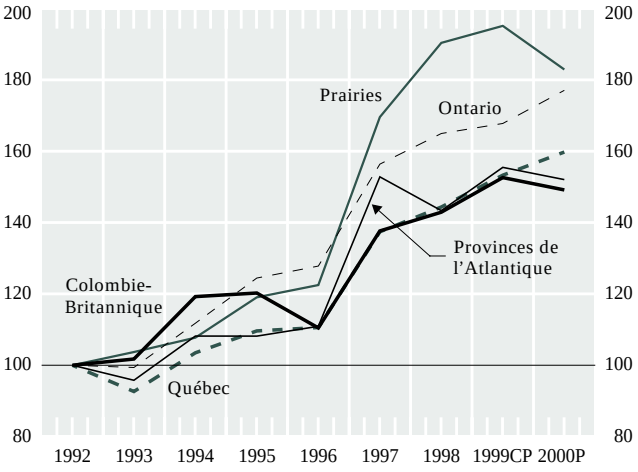
Source : Statistique Canada
CP = Chiffres préliminaires, P = Prévision

publié par Royal LePage s'est établi à un creux historique de 7,4 % au deuxième trimestre de 2000, en baisse de 2 points de pourcentage par rapport au niveau observé un an auparavant[7]. À moyen terme, la demande de bureaux supplémentaires et l'expansion des infrastructures de transport, autour des grands centres urbains, devraient stimuler l'activité dans le secteur de la construction non résidentielle.

Graphique 6

Dépenses d'investissement, machines et matériel

1992 = 100



Source : Statistique Canada
CP = Chiffres préliminaires, P = Prévision

Depuis 1996, la croissance des dépenses d'investissement en machines et matériel s'est raffermie dans les cinq régions du pays (Graphique 6). Au cours des dernières années, divers investissements ont contribué à étayer l'expansion économique dans la région centrale du Canada : série d'opérations de réoutillage dans l'industrie automobile, lancement de deux projets de traitement des métaux au Québec et implantation des nouvelles technologies dans les secteurs manufacturiers du Québec et de l'Ontario.

Les dépenses de consommation

Dans l'Ouest du Canada, en particulier en Colombie-Britannique, les dépenses de consommation ont fortement progressé durant la période de forte activité économique qui a caractérisé la première moitié des années 1990. Cette croissance, alimentée en partie par

7. Source : Royal LePage, *National Office Report*, 2e trimestre de 2000.

l'afflux d'immigrants et de capitaux de l'Asie, s'est toutefois modérée pendant et après la crise asiatique. Récemment, les dépenses de consommation ont été beaucoup plus élevées dans l'Est du pays que dans l'Ouest. En 1999, le taux d'accroissement moyen des ventes au détail s'est chiffré à 7 % pour les provinces situées à l'est du Manitoba, comparativement à moins de 3 % pour les provinces de l'Ouest.

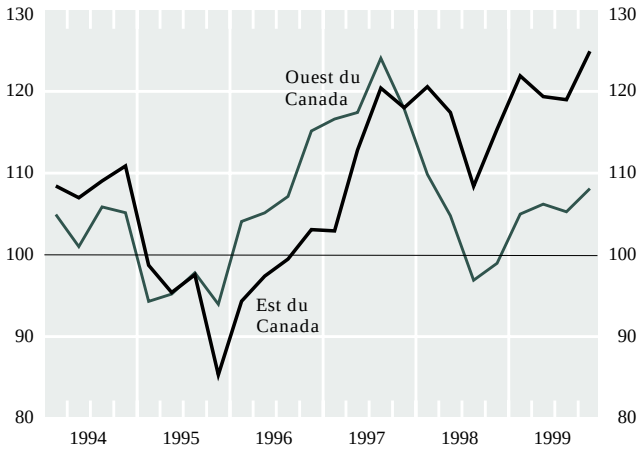
Le déplacement de l'ouest vers l'est du pays du dynamisme des dépenses de consommation tient en grande partie aux effets tranchés que la crise asiatique a eus sur la confiance des consommateurs dans les différentes régions du pays (Graphique 7). Selon l'indice des attitudes des consommateurs publié par le Conference Board du Canada, la confiance des consommateurs de l'Ouest a reculé tout au long de 1998. À l'opposé, la confiance des Canadiens de l'Est a d'abord diminué mais s'est vite rétablie pour atteindre des sommets en 1999 et au début de 2000. Comme on l'a expliqué précédemment, dans la mesure où la faiblesse des cours des produits de base durant la crise a favorisé les États américains du Nord-Est et du centre, les provinces de l'Est qui entretiennent avec ces derniers des échanges commerciaux intenses ont aussi bénéficié de la situation. Il semble donc que l'un des effets connexes de cette tendance aura été d'aviver la confiance des consommateurs dans l'Est du Canada.

Les résultats des dernières enquêtes indiquent que la confiance des consommateurs s'est redressée dans l'Ouest (sans toutefois atteindre les niveaux observés avant la crise asiatique) et demeure élevée dans le centre du pays. Dans les provinces de l'Atlantique, elle a fléchi depuis le deuxième trimestre de 1999. Les marchés du travail de toutes les régions se sont raffermis en 1999 et au premier semestre de 2000. Conjugués à la croissance prévue des salaires, les gains au chapitre de l'emploi permettront une augmentation générale du revenu du travail. En outre, les consommateurs verront leur revenu disponible s'élever en raison des réductions annoncées des impôts sur le revenu aux échelons fédéral et provincial.

Graphique 7

Indice des attitudes des consommateurs

1991 = 100



Source : Conference Board du Canada

Les dépenses des administrations provinciales

Grâce aux efforts concertés des gouvernements fédéral et provinciaux pour réduire et éliminer leurs déficits budgétaires, les dépenses publiques en biens et services sont restées stables, en moyenne, depuis 1992 (Tableau 1). Leurs budgets étant maintenant largement équilibrés, les gouvernements se sont récemment attaqués à deux autres grands dossiers. La question de la réduction des impôts a été un trait dominant de la politique budgétaire de la plupart des administrations provinciales cette année. De plus, certaines d'entre elles prévoient accroître leurs dépenses dans des domaines tels que la santé, l'éducation et les infrastructures. Bon nombre de provinces entendent par ailleurs adopter un régime fiscal qui ne serait plus lié au calcul de l'impôt fédéral. Quelques-unes seulement ont pris des engagements précis en ce qui concerne l'amortissement de la dette ou se sont fixé des cibles à l'égard du ratio de la dette au PIB, la plupart ayant préféré annoncer des baisses d'impôt à court et à moyen terme ainsi que des plans modestes d'augmentation des dépenses. Certaines provinces ont introduit des projets de loi visant à interdire les déficits.

L'Ontario et le Québec ont proposé une série de mesures d'abaissement des impôts. Au Québec, des réductions prévues de 4,5 milliards de dollars seraient étalées sur 3 ans. En Ontario, où le programme d'allégement fiscal est déjà solidement implanté, le taux d'imposition sur le revenu est passé de 58 % de l'impôt fédéral de base, en 1995, à 38,5 % en 2000. Les deux gouvernements s'attendent à équilibrer de nouveau leurs budgets pour l'exercice 2000-2001, et l'un comme l'autre ont entrepris d'augmenter leurs dépenses, principalement dans les domaines des soins de santé, de l'éducation et des projets d'infrastructure.

Les trois provinces des Prairies déposent des budgets équilibrés depuis plusieurs années déjà, et leur situation budgétaire est demeurée favorable malgré la détérioration des conditions économiques au début de la crise asiatique. Le Manitoba et la Saskatchewan prévoient dégager un léger excédent au terme de l'exercice 2000-2001, tandis que l'Alberta s'attend maintenant à un surplus de 5 milliards de dollars. La dette publique des provinces des Prairies est passée de plus de 30 % à moins de 20 % de leur PIB. Cette baisse est en grande partie attribuable à l'Alberta, qui vient d'éliminer sa dette nette.

L'Île-du-Prince-Édouard et Terre-Neuve sont aussi parvenues à améliorer sensiblement leur situation financière au cours des dernières années, grâce notamment à une forte progression de leurs recettes, favorisée par la vigueur de leurs économies respectives. Dans le même temps, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick ont révisé leurs méthodes comptables de manière à ce qu'elles rendent compte plus fidèlement de l'état de leurs finances. Le Nouveau-Brunswick s'attend maintenant à enregistrer un excédent de 21 millions de dollars en 2000-2001. La Nouvelle-Écosse prévoit que cet exercice se soldera dans son cas par un déficit de 268 millions de dollars, une nette amélioration par rapport au déficit de 765 millions de dollars enregistré au terme de l'année financière précédente. Par suite d'une révision récente des chiffres du budget de la Colombie-Britannique, le déficit de 1,1 milliard de dollars prévu pour 1999-2000 a fait place à un excédent de 52 millions, et on prévoit pour 2000-2001 un budget équilibré.

Les salaires et les prix

Les taux salariaux négociés ont augmenté modérément dans toutes les régions sauf en Colombie-Britannique[8]. De 1998 à 1999, les hausses salariales conclues dans le cadre des conventions collectives ont varié en moyenne de 1,7 à 2,2 %. Les augmentations consenties ont été légèrement supérieures dans le secteur privé ainsi qu'au Manitoba et en Alberta. Par exemple, les hausses négociées dans le secteur privé de l'Alberta se sont chiffrées à 5,1 % en moyenne en 1999. Ces derniers temps, le taux moyen d'augmentation des salaires, dans les secteurs public et privé, s'est établi entre 0,6 % en Colombie-Britannique et 3,8 % dans la province voisine de l'Alberta. Dans l'Est du Canada, ce taux avoisine la moyenne nationale de 2,3 %.

Récemment, le taux d'accroissement de l'indice global des prix à la consommation allait de 1,5 % en Colombie-Britannique à 4,8 % à l'Île-du-Prince-Édouard. L'évolution de l'indice a été fortement influencée par le renchérissement récent de l'énergie, qui a eu des effets différents selon les régions. L'écart entre les régions est beaucoup moindre lorsque l'on exclut les aliments et l'énergie; ainsi, la hausse des prix à la consommation varie de 0,9 % en Colombie-Britannique à 1,8 % en Alberta. Depuis 1996, la Colombie-Britannique enregistre un des plus bas taux d'inflation, ce qui s'explique par la croissance modeste de l'économie, par le gel des droits de scolarité et par la faible augmentation des coûts de logement. Ce résultat marque un net changement par rapport à la situation observée au début des années 1990. À cette époque, la forte croissance de la production exerçait des pressions sur la capacité de l'économie, et la Colombie-Britannique affichait constamment le plus haut taux d'inflation au pays.

Les perspectives et les risques

Avant la crise asiatique, l'Ouest du Canada (provinces situées à l'ouest de l'Ontario) constituait le moteur de la reprise qui a fait suite à la récession de 1990-1991. En janvier 1997, par exemple, le taux de chômage de l'Est du Canada (provinces situées à l'est du Manitoba) était de beaucoup supérieur à celui de l'Ouest (Graphique 8). Des secteurs importants des Prairies et de la Colombie-Britannique se sont ressentis de la crise économique survenue en Asie, pendant et après celle-ci, et le taux de chômage des provinces de l'Ouest est resté à 7 %. À l'opposé, les provinces de l'Est ont vu leurs taux de chômage chuter à la faveur de la forte expansion de l'activité aux États-Unis. La crise maintenant résorbée, la situation économique demeure vigoureuse ou s'améliore rapidement dans les cinq régions. Le raffermissement des marchés régionaux du travail s'est poursuivi en 1999 et au premier semestre de 2000.

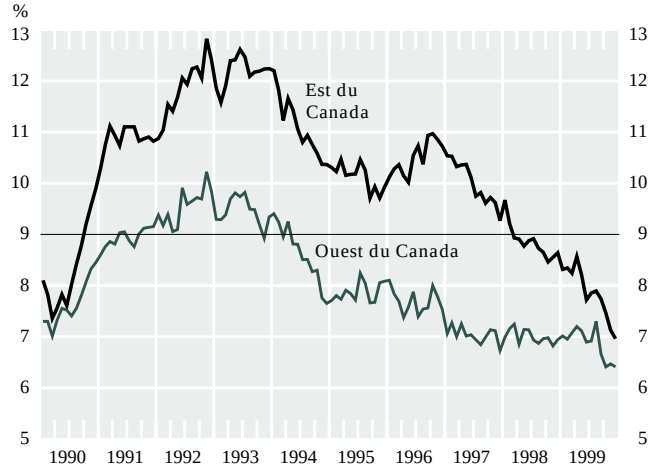
Les dépenses de consommation devraient continuer de refléter la progression des marchés du travail. On prévoit que les consommateurs de la région centrale du Canada (Québec et Ontario) contribueront encore dans une large mesure à la croissance globale des dépenses des ménages en 2000 et au cours des premiers mois de 2001. En Alberta, les gains solides au

8. Les données sur les règlements salariaux sont tirées du *Bulletin des règlements salariaux* publié par Développement des ressources humaines Canada. On estime que ce rapport englobe 55 % de la main-d''œuvre syndiquée et 20 % de la main-d'œuvre salariée non agricole.

Graphique 8

Taux de chômage

Données désaisonnalisées



Source : Statistique Canada

chapitre de la population et des revenus devraient propulser les dépenses de consommation près du niveau observé dans le centre du pays. Au Manitoba, en Saskatchewan et en Colombie-Britannique, on s'attend à ce que les dépenses de consommation augmentent graduellement au fil de l'amélioration des conditions économiques. Dans les provinces de l'Atlantique, la croissance des ventes au détail reste proche de la moyenne nationale.

On prévoit que la demande extérieure de biens et de services canadiens continuera de stimuler la croissance de la production en 2000. Si les prix du bois d'œuvre et des produits agricoles ont subi une certaine pression à la baisse, les cours internationaux d'autres matières premières que produit le Canada (par exemple le pétrole, le gaz naturel et les métaux communs) ont gagné du terrain au cours de la dernière année. Dans les secteurs du pétrole et du gaz, ce redressement s'est déjà traduit par une augmentation des activités de prospection et des investissements par rapport aux prévisions. Les intentions d'investissement, en Alberta, dépassent cette année de 8,4 % le niveau observé en 1999. La diminution du taux d'inoccupation des bureaux, dans les principales villes du Canada, devrait également stimuler la construction commerciale cette année et l'an prochain. Au Québec et en Ontario, la croissance des intentions d'investissement se chiffre à 5,4 et 7,5 % respectivement pour 2000. L'activité a cependant atteint son point culminant sur plusieurs grands chantiers de construction en 1999, ce qui pourrait limiter la croissance cette année dans les provinces visées, à savoir le Manitoba, la Saskatchewan et les provinces de l'Atlantique. En Colombie-Britannique, les investissements publics et privés devraient progresser de 5,3 % en 2000.

Malgré les différences qu'on observe entre les cinq régions du Canada au chapitre de la vigueur de la production et des secteurs à l'origine de la croissance, les risques planant sur la tenue de leur économie respective — et qui ont été évoqués dans le Rapport sur la politique monétaire *de mai — sont les mêmes pour toutes.*

Malgré les différences qu'on observe entre les cinq régions du Canada au chapitre de la vigueur de la production et des secteurs à l'origine de la croissance, les risques planant sur la tenue de leur économie respective — et qui ont été évoqués dans le *Rapport sur la politique monétaire* de mai — sont les mêmes pour toutes. Ces risques sont liés essentiellement à l'intensification des pressions qui s'exercent sur la capacité interne de l'économie, eu égard au rétrécissement de l'écart de production qu'entraîne la vigueur de la demande intérieure et extérieure. Comme on l'a mentionné précédemment, les entreprises, les associations et les observateurs régionaux sont de plus en plus nombreux à signaler des pénuries. La pénurie de main-d'œuvre notamment, un problème autrefois confiné aux industries de pointe, gagne aujourd'hui des secteurs tels que la construction, le transport routier, le génie, les services alimentaires et l'hébergement. Durant les mois à venir, les activités de liaison régionales continueront de se focaliser sur l'évolution des risques qui pèsent sur l'expansion de l'économie canadienne.

Ouvrages et articles cités

Banque du Canada (1998). *Rapport sur la politique monétaire,* mai.

——— (1999). *Rapport sur la politique monétaire,* mai.

——— (1999). *Rapport sur la politique monétaire,* novembre.

Conference Board du Canada (2000). *Indice des attitudes des consommateurs,* printemps.

Coughlin, C. et P. Pollard (2000). « State Exports and the Asian Crisis », *Federal Reserve Bank of St. Louis,* janvier-février, p. 3–13.

Kwan, C. (2000). « Enquête sur la restructuration des entreprises au Canada », *Revue de la Banque du Canada,* été, p. 17–30.

Novin, F. et G. Stuber (1999). « L'évolution récente des cours mondiaux des produits de base et son incidence sur l'économie canadienne », *Revue de la Banque du Canada,* été, p. 37–45.

Poloz, S., D. Rose et R. Tetlow (1994). « Le nouveau Modèle trimestriel de prévision (MTP) de la Banque du Canada : un aperçu », *Revue de la Banque du Canada,* automne, p. 23–38.